

Salon du livre autochtone : Domingo Cisneros p.6, Un Noël sans alcool p.7
Un sculpteur de l'Île verte à Québec, pp.8 et 9, Une épopée post-capitaliste p.10

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 52, Numéro 6, Décembre 2025 > Droitdeparole.org

Revendiquer le filet social



Action de la Coalition main rouge le 18 novembre dernier. Photo : W. Stuart Edwards

Mobilisation

Syndicats et groupes communautaires, unis dans la Coalition Main rouge, défendent le filet social québécois attaqué par le gouvernement de la CAQ et planifient une intensification de la mobilisation.

p.3

Changement à l'aide sociale...

Qu'attendre d'une énième réforme proposée par le gouvernement à l'aide sociale? Le Collectif pour un Québec sans pauvreté explique.

p.4

L'autonomie des groupes de défense de droits en jeu

Avec les fusions de programmes prévu dans le projet de loi 7, le gouvernement de la CAQ fragilise l'autonomie et la survie des groupes de défense collective des droits. Les associations dénoncent un recul démocratique.

p. 7

Augmentation des évictions de locataires dénoncée par le BAIL

Par Nathalie Côté

Une bannière portant l'inscription « Non aux évictions dans nos quartiers » a été installée près du bâtiment où se situait l'ancien bar MacFly sur la rue Caron dans Saint-Roch, là où plusieurs locataires ont été violemment expulsés d'une maison de chambres plus tôt cette année. Des affiches dénonçant les évictions ont également été posées à proximité du bar ainsi que du boulevard Henri-Bourassa, afin de dénoncer la démolition de plusieurs immeubles en face de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus. Par ces actions, le Bureau d'Animation et d'Information Logement (BAIL) a dénoncé, début décembre, la disparition constante de logements abordables à Québec.

« Malgré l'imposition depuis juin 2024 d'un moratoire sur les évictions à des fins de subdivisions, d'agrandissements ou de changements d'affectations par le gouvernement du Québec, le nombre d'évictions, légales ou non, ne cesse d'augmenter », dénonce l'organisme de défense des droits des locataires.

« Plusieurs propriétaires utilisent la « reprise de possession » pour expulser des locataires afin de relouer leur logement à un prix plus élevé. Bien que ce soit illégal, cette pratique demeure malheureusement fréquente, et le recours au tribunal pour démontrer la mauvaise foi du propriétaire demeure trop ardu pour de nombreux locataires », constate Félix Marois, organisateur communautaire au BAIL.

En 2024-2025, le BAIL a recensé plus de 150 cas d'atteintes aux parcs locatifs (reprises de logements, rénovictions, démolitions, etc.) à Québec. L'organisme observe une explosion des demandes de reprises de logements depuis les dernières années. Cette tendance se confirme également dans les données publiées par le Tribunal administratif du logement (TAL), alors que le nombre d'audiences pour des reprises de logements au Québec est passé de 1 061 en 2018 à 2025 à 3 126 en 2025. Une augmentation de près de 200% en six ans



Photo : Bureau d'animation et d'information logement (BAIL)

Les logements abordables disparaissent

Les données recueillies par le BAIL démontrent que les propriétaires ciblent les logements moins dispendieux, et ce, tant pour les reprises que pour les rénovictions ou les autres formes d'atteintes au parc locatif : « Les locataires de logements abordables sont particulièrement à risque d'être évincés par leur propriétaire. Les personnes qui nous contactent au sujet d'une éviction paient en moyenne moins de 900 \$ pour un 4½, soit près de 600 \$ de moins que le prix moyen d'un 4½ disponible à Québec. », déplore Félix Marois.

Des protections additionnelles réclamées

Le BAIL propose des solutions pour protéger les locataires des évictions. « Ce qui manque de la part du gouvernement, c'est la volonté politique de réellement aider les locataires », observe Félix Marois. Le BAIL réclame des protections supplémentaires pour les locataires : L'interdiction complète des évictions pour subdivisions, agrandissements ou changements d'affectations, un moratoire sur les reprises de logement pour tout secteur où le taux d'inoccupation est inférieur à 3% ; l'instauration d'un contrôle universel des loyers et un investissement massif dans le logement social.

Intervention au conseil de Ville après les élections du 2 novembre

Rendez-vous les lettres de noblesse à ce qu'aujourd'hui, on nomme faussement des consultations ?

Par Hélène Matte

« Vous avez remporté vos sièges avec 49,4% des voix. L'opposition au projet de l'Ilot Dorchester en comptait 78%. Mes questions s'adressent à tous les nouveaux élus de l'arène municipale : rendez-vous les lettres de noblesse à ce qu'aujourd'hui, on nomme faussement des consultations ? Au-delà de la complaisance des nombres, pouvons-nous compter sur vous ? » ... Silence radio

Félicitation à l'équipe Forte et fière. Merci, de ne pas avoir laissé les clefs de la Ville à Sam Hamad cet ex-administrateur de Trudel Corporations, un politicien dont les qualités furent révélées lors de la Commission Charbonneau. Ouf ! Maintenant permettez-moi de souligner une chose. En août, un communiqué vantait Québec comme un modèle de démocratie.

Entre 2021 et 2024, il y a eu 65 % de plus de consultations auprès d'environ 71 000 personnes. Une hausse de 33 %. On a beau dire, nous savons que cette hausse est due au fait que trop de projets inquiètent et dérangent.

Les citoyens participent mais l'exercice est formel, souvent les décisions sont déjà prises.

Tandis qu'on se gargarise de statistiques, on ne dit pas que les projets d'urbanisme défigurent les milieux de vie et méprisent l'opinion citoyenne, même lorsque majoritaire.

Le cas de l'Ilot Dorchester est exemplaire. Le projet est massif, exagérément étage, handicapé par une tour et implanté au seuil de la zone patrimoniale et histo-

rique du centre-ville. Qui plus est, il a été vendu à l'opinion publique par une propagande mensongère dont la Ville a été complice en promettant des logements sociaux.

Les citoyens n'ont pas été dupes : la consultation du 10 avril a connu une participation historique. Malgré des résultats à 78 % contre, ce projet inadéquat et sans acceptabilité sociale, a été autorisé.

Vous avez remporté vos sièges avec 49,4% des voix. L'opposition au projet de l'Ilot Dorchester en comptait 78%. Mes questions s'adressent à tous les nouveaux élus de l'arène municipale : Rendez-vous les lettres de noblesse à ce qu'aujourd'hui, on nomme faussement des consultations ? Au-delà de la complaisance des nombres, pouvons-nous compter sur vous ?

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org
droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et

d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications

du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012 747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.

Disponible en présontoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards, Ève Sansfaçon
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Marie-Hélène Gélinas, Richard Martel, Marie-Isabelle Fortin

Collaboration spéciale :
Hélène Matte, Ève Sansfaçon, Gilles Couture, Gilles Simard, Malcolm Reid
Photos : Droit de parole, Stuart Edwards, BAIL, Céline Montreuil
Illustration : Pierre Otis, **Imprimeur :** Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Stop au saccage du filet social

par W. Stuart Edwards

Une dizaine de groupes syndicaux, communautaires et de défense collective des droits, ont répondu à l'appel de la Coalition main rouge pour dénoncer les coupes budgétaires de la CAQ. Réunis devant le Conseil du trésor le 18 novembre, ils s'inscrivaient dans un mouvement plus large, des actions similaires ayant eu lieu ailleurs en même temps.

Diversion en fin de mandat

Mélanie Pelletier, du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches-CSN, a pris la parole pour constater la « chute libre » dans les appuis au gouvernement. « Si les élections avaient lieu demain matin, la CAQ serait rayée de la carte. »

Les coupures touchent tout le monde. Même les plus privilégiés ne sont pas à l'abri, les médecins par exemple, ayant reçu un « coup de matraque ». Selon Mme Pelletier, « la CAQ tente de détourner l'attention de son bilan désastreux, en attaquant tout ce qui bouge : les groupes communautaires, les associations étudiantes, les syndicats, et même les médecins. »

« Votre » gouvernement ?

Naëlie Bouchard-Sylvain, du RÉPAC, a dressé la liste des personnes laissées pour compte : « les personnes racisées, les personnes trans, les femmes, les personnes assistées sociales, les personnes âgées, les personnes en précarité financière, et tous ceux qui se trouvent à l'intersection des systèmes de soins. » Pendant que l'argent public est gaspillé sur des projets informatiques douteux et des paris industriels risqués, les coupures touchent les services en éducation et en santé, le logement social, les groupes communautaires et de défense collective des droits.

Le gouvernement Legault tente de restreindre le débat public en empêchant les syndicats, les associations étudiantes, et les médecins de militer collectivement, selon Mme Sylvain-Bouchard. La lutte aux émissions de gaz à effet de serre devient secondaire, et à cela s'ajoute « le retour du discours raciste, transphobe et sexiste décomplexé. »

Une pauvreté systémique

Serge Petitclerc, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, a réclamé une hausse importante du salaire

minimum. Une personne seule a besoin de 38 000 dollars par an pour sortir de la pauvreté. Or, au salaire minimum actuel de 16,10 dollars l'heure, un travailleur ou une travailleuse ne couvre que le strict minimum de ses besoins, et seulement si il ou elle travaille toute l'année 35 heures par semaine. Sinon, la précarité frappe fort : 20 % des gens qui fréquentent les banques alimentaires ont un revenu principal qui vient d'un emploi.

Le droit à l'éducation

François Bernier, du Syndicat de l'enseignement de la région de Québec, a estimé que le gouvernement caïste « s'attaque à l'avenir de la grande majorité des enfants » avec ses compressions financières dans le réseau scolaire. « Que ce soit par la réduction d'heures en orthopédagogie, en orthophonie, en éducation spécialisée, en enseignant ressource, dans les sorties culturelles ou le transport pour s'y rendre, par l'augmentation du nombre d'élèves par groupe, et par la réduction des budgets voués à l'entretien d'équipements. » Il déplore également les situations de violence auxquelles sont confrontés le personnel enseignant.

« Tous les enfants ont droit à une éducation de qualité dans un environnement sain et propice à leur épanouissement. On parle d'un droit fondamental et légitime. »

La santé globale

Patricia Lajoie, du Syndicat des professionnelles en soins de la Capitale Nationale (SPSCN), a évoqué la nature globale du bien-être physique, mental et social. « Quand on coupe dans l'éducation, les garderies, les organismes communautaires, l'environnement, quand on ne s'attaque pas à la pauvreté, ben, forcément, on coupe dans notre santé. »

« On dirait que le gouvernement fait tout dans son pouvoir pour mettre la hache dans notre système de santé public, et d'ouvrir grand les portes au système de santé privé. C'est 28 % du budget de la santé qui va dans le privé. »

On déshumanise les soins en travaillant à la chaîne, mais « quand on soigne un patient, on le soigne dans sa globalité. C'est beaucoup plus qu'un acte. »

On ne remplace pas le personnel en soin des CHSLD et on augmente sans cesse la charge de travail des professionnels en soin, on leur ajoute des tâches, tout le temps, avec moins de personnel, au nom de la bonne gestion financière. « Pour moi, ça, c'est un choix politique de moins bien traiter nos aînés. »

Les groupes communautaires fragilisés

Catherine Gauthier, du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN), a déploré que les organismes communautaires se sont vus imposer un gel de leurs subventions par la présidente du Conseil du trésor France-Élaine Duranceau. La CAQ va fusionner le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) et le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA), et cette fusion pourrait fragiliser encore plus les groupes.

Quand les services publics sont sous-financés, quand le filet social est « démantelé », on demande aux groupes communautaires de « patcher les trous ». « Mais comment continuer à venir en aide à une population de plus en plus marginalisée quand nos financements ne sont pas indexés au coût de fonctionnement réel? », demande-t-elle. « Nombre d'organismes à l'heure actuelle doivent couper des postes. Ça implique également une coupure dans les services directs aux personnes. »

Économie de bouts de chandelles

Mélanie Pelletier a parlé d'économies « ridicules » : des travailleuses de bureau qui doivent demander à leur gestionnaire quand elles ont besoin d'un stylo, des techniciennes en éducation spécialisée qui sont limitées à 40 photocopies par année scolaire, des conférenciers invités au Cégep Limoilou qui ne touchent aucune compensation financière. « Je pourrais poursuivre pendant des heures. On est rendu loin dans les coupures et les économies de bouts de chandelles. »

On ne lâche rien

Frédéric Côté de la Coalition main rouge a résumé la détermination collective de contrer les mauvais choix du gouvernement, en rappelant qu'ils crieront encore et encore tant et aussi longtemps que le gouvernement ne réinvestira pas massivement dans les services publics et les programmes sociaux. »



Mélanie Pelletier de la CSN dénonce les attaques de la CAQ contre « tout ce qui bouge : les groupes communautaires, les associations étudiantes, les syndicats, et même les médecins. »

Photo : W. Stuart Edwards

Ce qu'on ne nous a pas dit!

Par Ève Sanfaçon

J'habite le quartier de la Basse-ville, que j'ai débaptisé St-sauve-toé à cause des travaux. Vous m'avez peut-être déjà lu sur le sujet. Mais oui, j'écris encore, parce que ce que j'ai appris ne peut se taire. Le chantier en direct de chez moi s'étend jusqu'à la rue Renaud et St-Luc. Il y a beaucoup de résident.e.s. Ce sera sur deux ans finalement, tel que prévu. Seulement ceux qui travaillent sur le chantier semblent être au courant!!

Je suis allée dernièrement à un atelier participatif sur l'Optimisation du transport en commun, organisé par le conseil de quartier et deux personnes qui travaillent pour le RTC. Il ne faisait pas beau ce soir-là, nous n'étions que trois, tous les autres pourront participer en ligne jusqu'au 15 décembre.

C'était une rencontre pour voir comment ça se passe avec les autobus dans le quartier, étant donné les travaux sur St-Vallier Ouest. D'ailleurs, c'est là que j'ai appris que les autobus allaient rester en détour pour l'hiver. Les trois personnes, dont votre « scribeuse », étaient bien contentes. Présentement, c'est facile de suivre les autobus avec Nomad, sur nos cellulaires.

Ah oui, j'ai enfin trouvé le bus 80, direction est. Je le cherchais depuis le début de l'été. C'est sûr que pour les riverains, les gens qui habitent St-Luc, bref, les autobus passent dans leur chambre à coucher ou au salon...elleux s'en passeraient.. Il a d'ailleurs été proposé de les envoyer sur la rue des Oblats, question d'un peu plus de confort. Là où il y a un grand stationnement, le trottoir est plus large, il y aurait de la place

pour un abribus. Avec l'hiver qui s'installe, ce serait d'autant plus bienvenu.

Une dernière chose que j'ai apprise à cette rencontre, c'est que nous sommes un des quartiers le plus mal desservi en matière de transport en commun, quoique nous sommes une majorité à l'utiliser pour nous rendre à nos diverses obligations. Cherchez l'erreur.

En terminant, voici ma prose « d'écoeurantite » du chantier...

On m'avait pas dit que j'allais pendant 6 mois vivre dans le bruit

On m'avait pas dit que pendant 6 mois, j'allais être empoussiérée à pas pouvoir ouvrir mes fenêtres

On m'avait pas dit que je pourrais pas étendre mon linge dehors sur la corde

On m'avait pas dit que j'allais pas profiter de l'été et finalement, pendant deux ans de suite!

On m'avait pas dit que si le chantier prend du retard, qu'est-ce qui arriverait?

On m'avait pas dit que j'allais pas pouvoir profiter de mon balcon durant 2 étés!!

On m'avait pas dit que la scie à béton allait me réveiller plusieurs fois par semaine à 6h50 alors que moi je suis en congé!

On m'avait pas dit qu'avec une poussette sur ces nou-

veaux pavés, ça allait pas être agréable se faire brasser le cocotier...

On m'avait pas dit qu'il fallait qu'en plus de sortir mes bacs de récupération à chaque semaine, faut sortir mon bac de vidange, le gros à chargement avant

On m'avait pas dit que j'allais appeler souvent au 311 parce que les vidanges ont pas passé et que c'est sur le point de déborder

On m'avait pas dit que comme la porte avant est condamnée à cause des travaux, on n'aurait pas de courrier pendant 2 semaines, une chance que c'était la grève des postes!

On m'avait pas dit que j'allais être encerclée par les travaux (St-Vallier ouest, Bigaouette et Cardinal-Taschereau en chantier).

On m'a pas avisée, comme citoyenne qui habite le chantier, de ce qui se passerait. Rempli d'imprévisibilités un chantier... Pourquoi un tronçon de la rue St-Vallier est plus avancé qu'un autre?

On m'avait pas dit que tout ça en valait pas la peine pour le sacrifice du transport en commun.

On m'avait seulement dit qu'il y allait avoir des parcours d'autobus en détour; on verra la finalité de tout ça.

On m'avait seulement dit à quel point ça allait être beau, côté environnemental et sécurité piétonnière, c'est tout ce qu'on m'a dit.

Vote de confiance du 17 novembre 2025 : entre théâtre parlementaire et stratégie institutionnelle

Par Gilles Couture

Le 17 novembre 2025, le gouvernement libéral minoritaire de Mark Carney a survécu à un vote de confiance grâce à l'alliance inattendue de Chris d'Entremont, député conservateur de l'Acadie-Annapolis en Nouvelle-Écosse et des abstentions calculées de quatre députés, soient deux du Parti conservateur et deux du NPD. Ce moment, à la fois dramatique et révélateur, peut être vu sous deux angles : celui d'une farce parlementaire et celui d'une analyse institutionnelle.

Dans sa version satirique, la Chambre des communes s'est transformé en scène de théâtre. Carney y joue le rôle principal, soliloquant sous un « grand parapluie » budgétaire de 51 milliards de dollars en infrastructures. Autour de lui, des figurants silencieux : quatre députés abstentionnistes du NPD et du Parti conservateur, permettant au gouvernement de rester en place sans appui explicite.

Steven Guilbeault, ex-ministre de l'Environnement, leader du Québec au sein du gouvernement Carney

claqua la porte en dénonçant « trop de pétrole, pas assez de théâtre », tandis que Stéphane Bergeron, député du Bloc Québécois, murmure en aparté son soutien discret au gouvernement minoritaire de Mark Carney. L'Association acadienne des parlementaires du Canada (AAPC), en coulisse, tente de maintenir la pièce en vie. Le Québec francophone et francophile, lui, semble relégué hors scène.

Dans sa version académique, le vote de confiance du 17 septembre est analysé comme un cas typique de gouvernance minoritaire. Le soutien d'un député indépendant (Chris d'Entremont) et l'abstention de quatre parlementaires traduisent une stratégie de survie parlementaire.

L'annonce d'un oléoduc entre l'Alberta et la Colombie-Britannique révèle les tensions entre impératifs économiques et engagements environnementaux. Le vote de confiance souligne aussi un déplacement du centre électoral du caucus du Parti Libéral du Canada vers le

Grand Toronto, au détriment du Québec francophone, dont le poids dans la formation des majorités fédérales semble s'effriter.

Les deux versions convergent sur un constat : la survie du gouvernement Carney repose sur des compromis fragiles, des calculs régionaux et une mise en scène politique. L'une le dit avec humour et métaphore, l'autre avec rigueur et concepts politologiques. Ensemble, elles offrent une lecture double du pouvoir politique et militaire au Canada : celui qui se joue devant les caméras, et celui qui s'écrit dans les coulisses parlementaires.

Ce vote de confiance, loin d'être un simple épisode technique, devient ainsi un révélateur des dynamiques fédérales, des tensions partisanes et des stratégies de maintien au pouvoir dans un Canada fragmenté dans ses trois niveaux de gouvernement de Vancouver à Halifax. Une pièce à deux voix, entre satire et science politique.



ETIENNE GRANDMONT

Député de Taschereau

ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

830, rue St-Joseph Est,
bureau 403, Québec



418 646-6090



Etienne.Grandmont.TASC
@assnat.qc.ca



Changements à l'aide sociale

Moins de ressources pour les familles monoparentales et les citoyens plus âgés

Par David Johnson

Le nouvel an 2026 apportera plusieurs changements au programme de l'aide sociale du gouvernement du Québec, notamment avec moins d'argent pour les familles monoparentales et pour les personnes âgées de 58 ans et plus. Certaines bonifications seront financées par ces coupures, mais tout l'exercice met en lumière les failles du programme d'aide sociale.

Selon Serge Petitclerc, coordinateur au Collectif pour un Québec sans pauvreté, environ 38 000 personnes monoparentales, âgées de 58 ans et plus, reçoivent de l'aide sociale avec un supplément de 169 \$ par mois répondant à ce que le gouvernement considérait, jusqu'à la fin de 2025 à « une contrainte temporaire à l'emploi ».

Moins d'argent pour se nourrir

« Ceux qui reçoivent déjà cet argent ne le perdront pas, il y a un droit acquis », précise cependant Serge Petitclerc. À compter du 1er janvier 2026, pour les nouveaux prestataires, « c'est à peu près 40 \$ de moins par semaine, pour te nourrir, pour te payer des médicaments », qui ne sera pas disponible pour nouveaux prestataires. « En supposant que tu es capable

de payer le loyer avec le reste, » précise encore Serge Petitclerc, soulignant que cette nouvelle mesure touchera principalement les femmes, neuf familles monoparentales sur dix sur l'aide sociale ayant une femme à leur tête.

« C'est vraiment jouer avec la santé et la sécurité des gens, c'est ça que ça veut dire en fait, » déplore Serge Petitclerc. « La prestation d'aide sociale n'assure même pas la moitié de ce qui est reconnu comme le minimum pour vivre, pour couvrir tous les besoins. Si on parle de sortir de la pauvreté, c'est à peu près le tiers de ce qu'il faudrait. »

Comment justifier des prestations d'aide sociale nettement en dessous du seuil de pauvreté ? « C'est la même rengaine qu'on entend année après année, gouvernement après gouvernement. Si on donne trop aux gens, les gens ne voudront pas aller sur le marché du travail, » déplore Serge Petitclerc.

Alors la menace de la pauvreté - pour soi et ses enfants - serait censée motiver quelqu'un à chercher un emploi, même si le salaire est pitoyable et les conditions intolérables.

En plus de la pauvreté, il y a énormément de préjugés envers les prestataires de l'aide sociale. Si on se trouve parmi les 260 000 ménages québécois sur l'aide sociale, on ne subit pas juste la pauvreté, mais aussi le jugement d'autrui.

La pauvreté fait l'affaire des patrons

On pourrait dire que la pauvreté occupe une place prévue, peut-être même nécessaire, dans notre système économique actuel. La mobilisation des ressources sert prioritairement à permettre à l'élite économique de faire du profit. Le profit est mieux garanti quand les travailleurs ont peurs et acceptent des conditions et salaires minables.

Réduire les prestations d'assistance sociale aide les employeurs à cet égard. On voit une autre illustration de la priorisation du profit dans la mise à jour économique de novembre 2025 : le gouvernement du Québec a annulé la hausse du taux d'inclusion des gains en capital qui avait été annoncée en 2024. Il n'y aura donc plus de hausse de taxe prévu sur les profits tirés de la spéculation immobilière ou de la vente des actions d'entreprises...

Projet de loi 7

Un recul historique pour les groupes de défense collective des droits

Par Nathalie Côté

« Pourquoi vous voulez changer quelque chose qui fonctionne au Québec ? » se demandait Isabelle Tremblay de l'Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées en commission parlementaire sur le projet de loi 7 le 2 décembre. Celle qui travaille depuis 30 ans pour les droits des personnes handicapées a mis les choses en perspective : « J'étais là pour voir ce qu'aucun autre pays au monde n'a fait : Reconnaître la défense collective des droits et les financer. Je donne des conférences dans d'autres pays et je suis fière d'être dans une nation, la seule au monde [le Québec] qui a ce régime de défense collective des droits. » Pour Isabelle Tremblay, il s'agit du sommet de la démocratie, d'un de ses piliers.

Une simple fusion administrative ?

Le projet de loi n° 7, « Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires » sera vraisemblablement adoptée d'ici la fin d'année. Avec cette loi, le gouvernement veut, entre autre, fusionner le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome et le Fonds québécois pour les initiatives sociales. « Cette fusion menace l'autonomie et la capacité de défense collective des droits des organismes d'action communautaire autonome » selon le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA). Cette fusion contribuera à diluer la défense collective des droits dans la lutte à la pauvreté (principale fonction du Fonds québécois pour les initiatives sociales).

« La défense collective des droits englobe tous les droits : droits des femmes, des personnes handicapées, des personnes racisées, droits environnementaux et bien d'autres » rappelle le RQ-ACA qui regroupe 4500 organismes communautaires du Québec. Pour les organismes, la défense collective des droits est plus large que la lutte à la pauvreté, même si beaucoup d'entre eux en font aussi. Assurer leur financement, c'est aussi protéger l'autonomie et la liberté de parole des organismes qui font évoluer la société, a résumé Isabelle Tremblay.

A comme dans autonome

« Nous ne laisserons pas le gouvernement détruire les acquis de notre mouvement. » a prévenu Caroline Toupin du (RQ-ACA). « Le mouvement communautaire autonome est mobilisé, solidaire et déterminé à défendre son autonomie avec la même force qui lui a permis de la faire reconnaître il y a trente ans. » La demande des associations ? Que le gouvernement retire la fusion des deux programmes du Projet de loi 7 et qu'il maintienne le Fonds d'actions communautaires autonomes comme structure indépendante, conformément aux engagements pris par l'État.

NOUS SOMMES COMMUNAUTAIRES AUTONOMES

 **FONDS DE SOLIDARITÉ DES GROUPES POPULAIRES**

La défense des droits, j'y crois!

Saviez-vous que vous pouvez appuyer le Fonds en ligne?
fsgpq.org/don

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Nom :			
Adresse :			
Téléphone :			
Courriel :			
Abonnement individuel	30 \$		
Abonnement institutionnel	40 \$		
Abonnement de soutien	50 \$		
Adhésion individuelle	10 \$		
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$		
Adhésion de groupes et organismes	25 \$		

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole – 266, St-Valier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

L'équipe de Droit de parole vous souhaite un Joyeux Noël et une bonne année 2026 !

Domingo Cisneros : du Mexique à la Macaza

Par Nathalie Côté

Domingo Cisneros était de passage au Salon du livre autochtone de Québec le 28 novembre dernier. L'artiste en arts visuels et auteur s'est entretenu avec Guy Sioui-Durand à la Maison de la littérature pour discuter de son recueil de nouvelles *La Coyota*. Il y raconte diverses aventures nord-américaines, du Mexique jusqu'au Québec.

« Ce n'est pas un livre pour les urbains, » dit-il, « c'est un livre pour les gens en région. » Belle façon de susciter encore plus l'intérêt du citadin, de la citadine... « Ce n'est pas baroque, pas littéraire. C'est d'une simplicité que tout le monde peut comprendre », prévient-il à propos de ses fictions. Ces nouvelles, d'une écriture limpide, sont une occasion de parler de la nature, de ses origines, du territoire québécois qu'il habite depuis son arrivée en 1968.

La nature est au cœur de son travail en arts visuels comme lorsqu'il prend la plume. L'artiste, connu dans le milieu de l'art contemporain pour ses sculptures et installations faites d'assemblages d'os et de peaux d'animaux, de bois, est un métis d'origine Tepehuanes, né à Monterrey au Mexique. Il a enseigné au Collège Manitou à la Macaza dans les années 1970 dans le comté de Labelle dans les Laurentides. C'est là qu'il a formé des générations d'artistes autochtones. Il vit depuis vingt-cinq ans en Matawinie, dans Lanaudière. Ces récits, sont bien ancrés dans le territoire. Il est réjouissant de lire des histoires évoquant Mont-Laurier, Maniwaki ou Saint-Jean-de-Matta.

En 2016 il a publié *La guerre des fleurs : Codex Férus*, un recueil de manifestes à la défense de la nature accompagné de poèmes de son cru sur les plantes, les animaux, les pierres... « Je suis très critique de ce que l'on fait de notre société » affirme-t-il, en parlant de ces fictions. Dans un récit, de fortes pluies, un déluge, font disparaître villes et villages et il ne reste plus que le sommet des montagnes avec les habitants qui s'y sont réfugiés, tel qu'il l'a résumé à la Maison de la littérature.

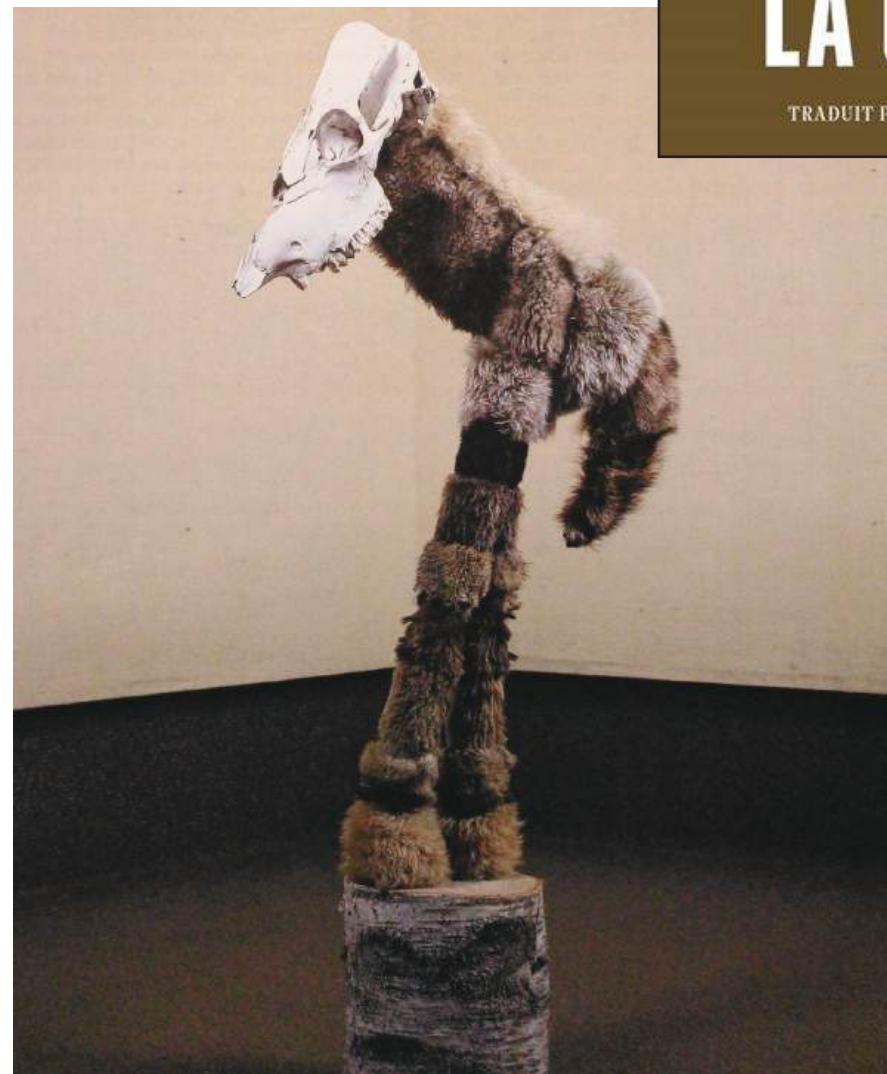
Ses récits parlent de son expérience de la vie en forêt, de chasseur, de pêcheur, mais pas que cela. Quelques récits parlent de son enfance et d'un boxeur qui lutte contre la corruption. Il se rappelle : « Quand j'étais jeune, j'étais grand et costaud, j'ai fait un peu de boxe. Ce qui me fascinait, c'est que la carrière de quelqu'un peut disparaître en quelques secondes. Mais, ce que je déteste le plus de la boxe, c'est la corruption... » Il en parle dans 12 très courts récits, *12 rounds*.

Selon lui, la forêt boréale pourrait nous nourrir si on en connaissait davantage les secrets. « On peut survivre en mangeant du pollen », a-t-il rappelé évoquant la médecine chinoise. Ses fictions littéraires, des histoires de gars de bois, de bûcherons (avec plusieurs

suspens en prime) sont en quelque sorte pour Domingo Cisneros une manière de transmettre son amour de la forêt Laurentienne et valoriser sa protection, autant que la protection du monde animal dont l'urbanité nous a détaché.

Avec la nouvelle éponyme *La Coyota*, il raconte l'histoire d'une femme qui réussit à passer la frontière mexicaine grâce à sa connaissance de la survie dans le désert; un récit légendaire racontant la traversée du Mur avant l'utilisation du GPS. En lisant l'histoire d'un Mexicain qui fait du pain en Abitibi avec son amoureuse, on devine que l'auteur s'est inspiré de sa propre vie, des gens qui l'entourent, de ses rêves, d'histoires de village. Mais n'est-ce pas toujours cela la littérature?

La Coyota, Domingo Cisneros, traduit par Antoinette De Robien, Mémoire d'encrier, Montréal, 2025, 240 pages



DOMINGO CISNEROS

LA COYOTA

TRADUIT PAR ANTOINETTE DE ROBIEN

La bête frileuse du parc
Papineau-Labelle, 1988, Crâne
de vache, bouleau, fourrure
mélangées. 49,9 X 25,4 cm

Des réveillons des Fêtes sans alcool? Pourquoi pas...

Par Gilles Simard

Que ce soient les rencontres familiales, les collègues du bureau, les amis du gym ou bien la solitude, les prétextes et les occasions de trinquer ne manquent pas durant la période des Fêtes et tout ça peut être particulièrement éprouvant pour un-e alcoolique qui tient à rester sobre pendant cette période de l'année.

Voilà probablement ce que Marguerite L. (Margo), une membre AA de la région de Québec (décédée depuis) avait en tête, il y a seize ans, quand elle a demandé à Jerry (prénom fictif), un de ses « fils », s'il se sentait capable d'organiser un premier réveillon de Noël (et du Jour de l'An) sans alcool. Une fête, disait-elle, où d'autres membres pourraient manger, fraterniser, rire et danser, bref, passer du bon temps ensemble plutôt que de se ronger les sangs ailleurs.

– Je vais l'essayer, a répondu notre homme, lui qui un soir de Noël où il se morfondait, avait trouvé un certain réconfort en allant à une petite soirée toute simple organisée par l'Amicale Alpha, au centre-ville de Québec.

Sans surprise, Jerry rappelle qu'il avait des craintes et se posait toutes sortes de questions avant de se jeter à l'eau avec ce projet de réveillon...

– «Je me demandais dit-il, si notre petit comité allait être à la hauteur, si les gens allaient venir, si on aurait assez de sandwichs, et puis à un moment donné, je me suis raisonné et je me suis dit : tant qu'on aura des sandwichs sur la table, les gens en mangeront, s'il en manque, ils comprendront.

On était en 2010 et ce premier événement-là, au sous-sol de l'église Saint-Rodrigue, fut un grand succès de participation et d'organisation. Plus de trois cents personnes s'étaient pointées, avaient mangé, joué, fraternisé, écouté des partages et surtout, prouvé qu'alcoolique ou pas, on pouvait « traverser » Noël et le Jour de l'An le cœur léger et l'esprit clair, sans trop d'apitoiement et d'acrimonie et surtout, sans regret pour la suite.

– Imagine, reprend Jerry, on avait tenu le coup pendant plus de douze heures et à la fin, on était tellement fatigués, qu'on était comme « gelés », traversés. Pourtant, de continuer le sympathique bonhomme, si tu me demandes quel a été mon préféré de tous ceux que j'ai organisés, eh bien ça reste celui-là, mon tout premier. J'étais tellement content et le sentiment d'accomplissement était tellement fort, tellement grisant, que ça valait n'importe quoi.

Un énorme sentiment de gratitude

Autrement, quand on lui demande ce que tout cela lui a apporté, le gaillard est sans équivoque.

– Le fait de me donner à fond dans ce projet m'a apporté trois choses, dit-il. D'abord, l'immense plaisir d'avoir trouvé un sens à ma vie, d'avoir trouvé ma place et de me sentir utile. Puis, l'humilité, un mot dont une femme démunie m'a fait découvrir le vrai sens, un jour que je l'ai croisée au marché alors qu'un peu gêné je ramenais un sac de canettes vides pour ajouter à notre budget des fêtes. Lui ayant donné mon sac, elle m'avait fait comprendre qu'elle s'en servirait pour payer ses passages d'autobus.

– Vous savez, m'avait-elle dit, il n'y a pas de honte à avoir quand on fait ce genre de choses (ramener des canettes vides), surtout quand on est dans le besoin.

Ça, je m'en suis toujours souvenu.

Enfin, la troisième chose, raconte Jerry, c'est un soir de réveillon, vers la fin d'une soirée "spécial-toutous", quand un petit garçon qui était venu avec sa mère et sa sœur m'a rapporté la peluche qu'il avait reçu en cadeau : « Merci, monsieur, je vous redonne mon toutou, m'a-t-il expliqué. Moi, mon cadeau, c'est d'avoir vu maman à jeun pour la première fois de ma vie, un soir de Noël. »

Ouf!

Une tradition bien ancrée

Cela étant dit, avec plus de structures, d'encadrements et de bénévoles, l'aventure s'est ensuite poursuivie à chaque nouvelle année jusqu'à maintenant, alors que le Comité des Fêtes annonce depuis quelque temps la tenue des deux réveillons dans le secteur de Beauport (Giffard).

– Ça va certainement bien aller, s'enthousiasme notre homme, et en plus de fêter le quinzième anniversaire de cet événement, on va honorer quelques-uns des membres fondateurs. Quant à moi, ben, il est temps de passer la main. Tu vois, m'explique-t-il, ce qui compte, ce n'est pas le nom, mais la Fête elle-même.

Bien sûr et merci Jerry... Ça va bien aller, c'est certain. Et depuis le temps, on imagine bien qu'il y aura assez de sandwichs pour tout le monde!

P.S. À noter ici que les deux événements annoncés les 25 décembre 2025 et premier de l'an 2026 sont réservés aux membres AA ainsi qu'à leurs proches ou familles. Pour informations : 418-529-0015

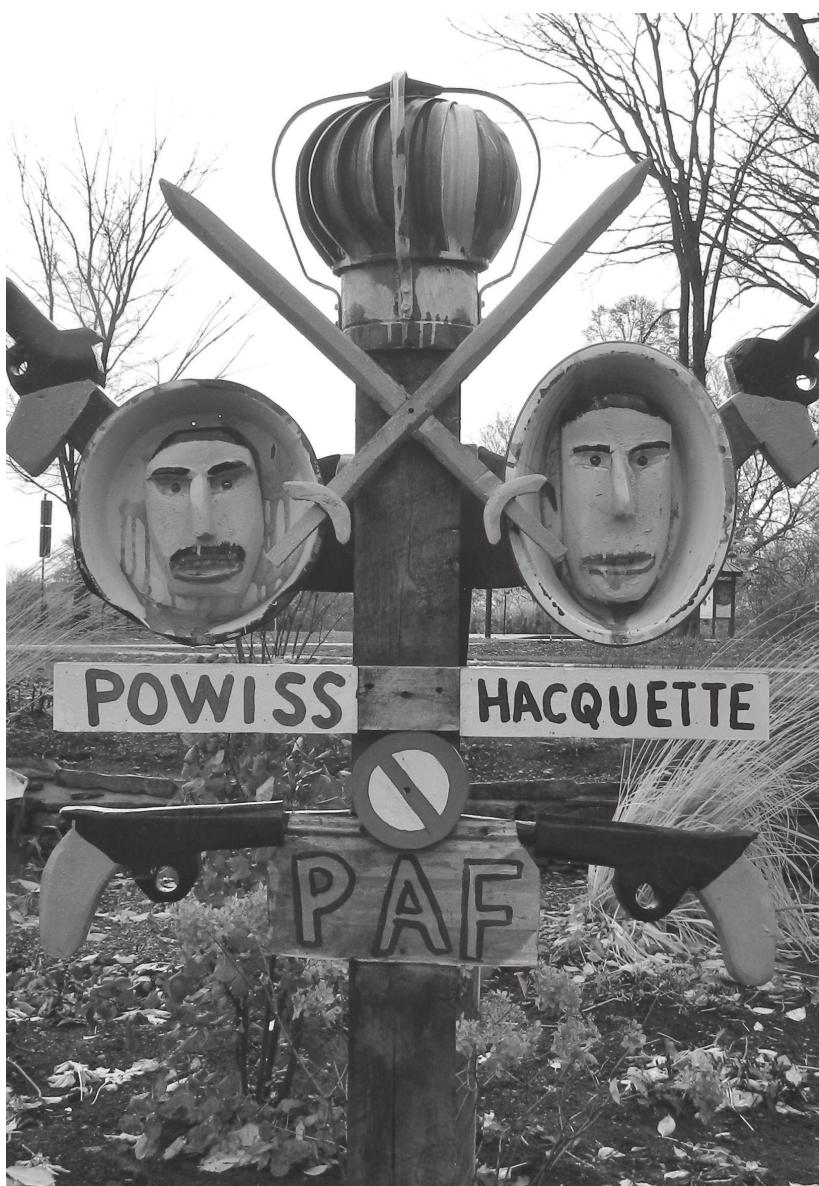
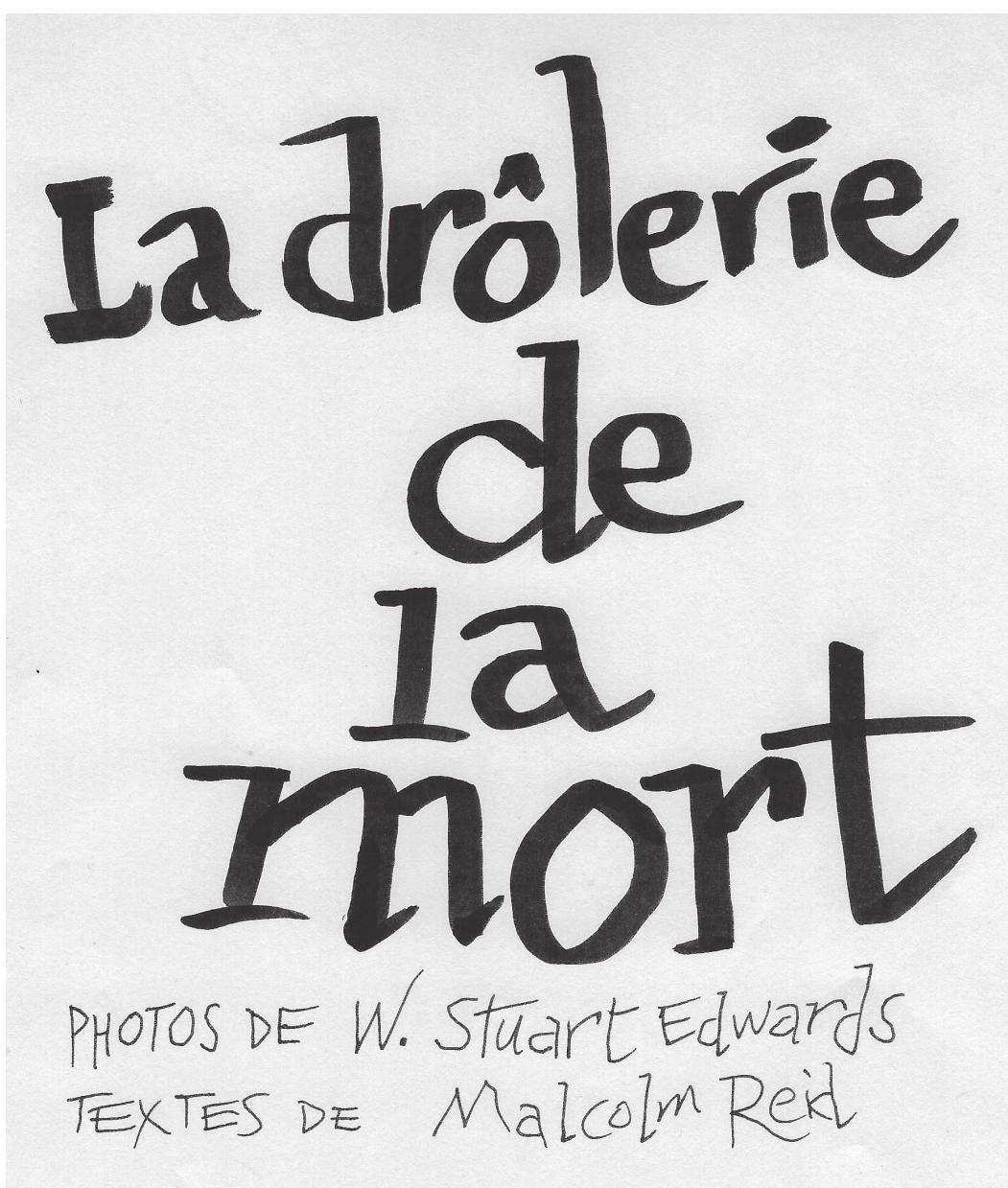


Photo : Céline Montreuil

Ensemble, on écrit
le Québec



AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC



LES DUELS étaient illégaux. Mais Powiss le militaire et Hacquette le médecin sont allés en duel, sur les Plaines. (Aucun des deux a réussi à tuer l'autre.)

LE RÉVÉREND SCOTT, pasteur de Saint Matthew's Church (aujourd'hui la Bibliothèque Claire-Martin) a été père des soldats de Québec dans la Première Grande Guerre, en 1914.
Voir ses soldats mourir -- c'était dur pour ce pacifiste, très dur.

Patrick Lavallée ...C'est un artiste remarquable, Patrick Lavallée. Quand j'ai découvert son œuvre cet automne, j'ai tout de suite voulu écrire un essai.

Lavallée est sculpteur. On pourrait dire « un sculpteur folk ». Car il est un sculpteur combiné avec un anthropologue, un sculpteur combiné avec un folkloriste, un sculpteur combiné avec un historien.

Et un sculpteur combiné avec un humoriste! Son œuvre affiche un sourire. Elle est d'un art qui affirme l'imaginaire populaire des Québécois pendant plusieurs siècles.

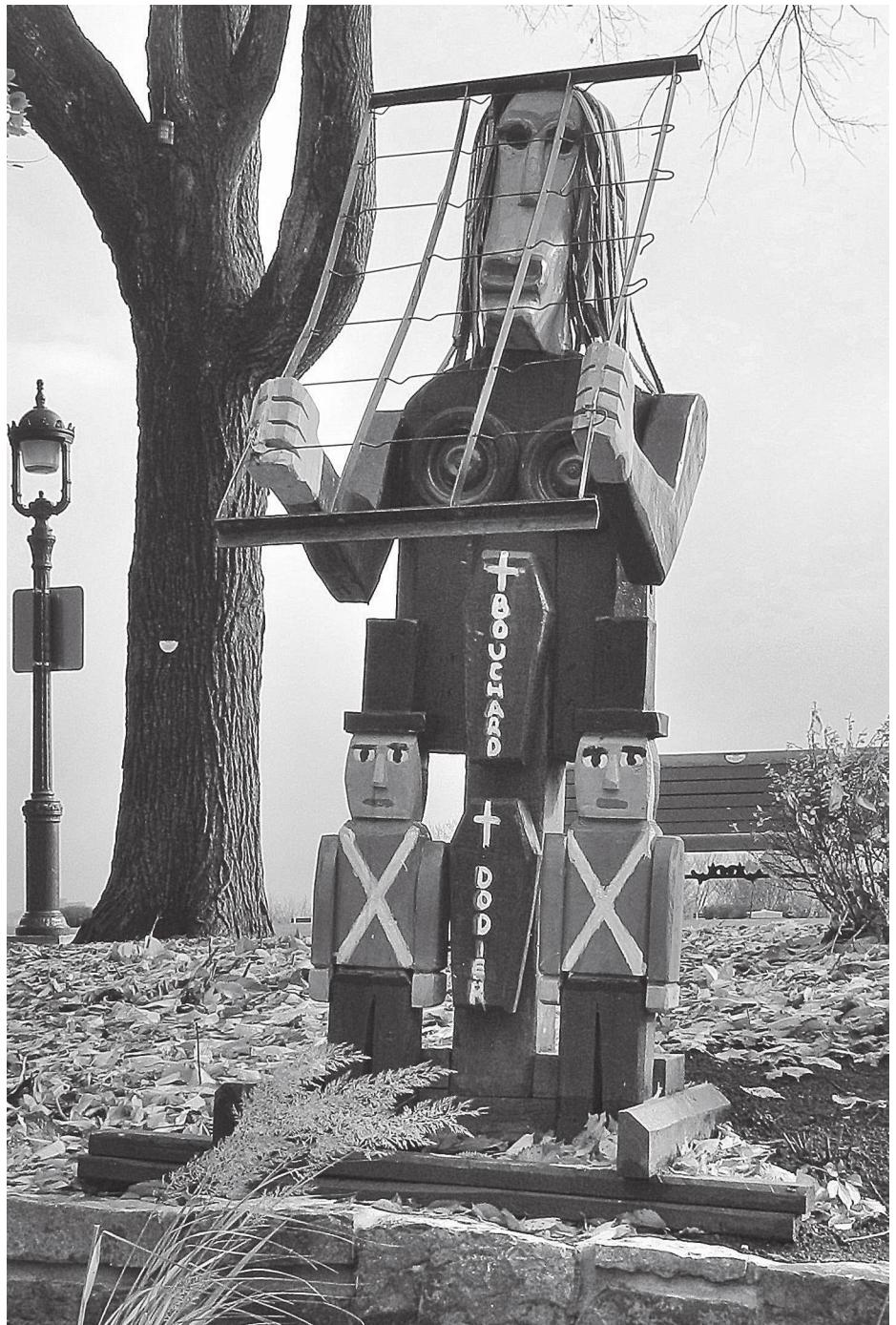
Lavallée sculpte le bois. Mais il n'hésite pas à garrocher des rebuts de métal, de caoutchouc ; à intégrer des pièces de machinerie. Son exposition sur les Plaines d'Abraham, la voilà préservée en photos.

La Commission des Champs de Bataille, qui gère les Plaines, avait demandé à Lavallée d'évoquer Halloween. Donc, ses œuvres parlent de la mort. Mais pour Patrick, je dirais, la mort est quelque chose de suprêmement drôle.





ELLE A DÉDAIGNÉ SES SOUPRANTS, la Dame Blanche du Cap Diamant. Et elle a fini par tomber en bas de la falaise. La légende dit qu'elle s'y promène encore !



« LA CORRIVEAU » -- MARIE-JOSEPHTE CORRIVEAU -- a été condamnée pour le meurtre de son mari. C'était juste après la conquête britannique, et son procès avait été en anglais. Elle a été exécutée, mais plus, son corps a été exposé dans une cage de fer.



PENDANT PRÈS D'UN SIÈCLE, l'usine « Dominion Arsenal » était située sur les Plaines d'Abraham. Beaucoup de travailleuses sont mortes dans des explosions. Ça n'a fermé qu'en 1939.



CECI EST JEANNE D'ARC, telle que perçue par le sculpteur Patrick Lavallée. Le sculpteur folk, c'est dire !



UN CERTAIN DAVID McLANE a-t-il été un traître contre la Grande-Bretagne ? On l'a accusé. On l'a condamné, dans les premières années de la conquête britannique. Et un juge a dit : « Vous serez traîné à terre jusqu'à la potence ; et puis pendu ; et puis tranché en morceaux. » Ici, David McLane souffre sa sentence, dans un décor d'aujourd'hui.



DES IVROGNES, DES PROSTITUÉES, se sont déjà cachés sur les Plaines pour festoyer. « Donnez-nous du gin ! » imploraient-ils. Patrick le sculpteur a imaginé les mains implorantes et les bouteilles de gin, dans une sculpture qui ressemble un peu un grand flocon de neige multicolore.

Une épopée post-capitaliste

Par Francine Bordeleau

Dans son treizième livre, l'écrivaine française Céline Minard imagine qu'un nouveau monde, agréable et joyeux, est né sur les vestiges du nôtre.

Amaryllis Swansun (Ama), l'un des personnages principaux du présent roman, « adorait voler, nager, grimper » et « avait vu le jour dans un nid d'Auboisières douces comme la pluie ». Mais qu'est-ce qu'une Auboisière ? Difficile à préciser, cette créature nous étant présentée en glossaire comme un « bipède glabre de culture forestière ».

On rencontrera aussi une « Dronote » nommée Miameh, un « Gros-Cerveau » nommé Atlal, des Arcadeans, des Créates, des Extracts, des Hydros, des Réformés... Si nous sommes bien sur Terre, l'espèce humaine telle que nous la connaissons semble appartenir à un passé révolu. Les Auboisières ont peut-être une origine mi-humaine mi-végétale et les Gros-Cerveaux font penser à des ours. Quant à la Dronote, elle est définie comme un « Corps autonome, autorégulé, répliquant et conscient ». Une chose, cependant, est sûre : nous sommes en pleine science-fiction.

En pleine SF, et dans un Los Angeles qui lui non plus ne ressemble pas au L.A. d'aujourd'hui. Ne subsistent que des ruines urbaines, que les protagonistes du roman appellent « la sauvagerie » - ou « état du monde à l'époque extractive » -, pour rappeler la mégapole ici rebaptisée « Hidden ». Exit le béton, le pétrole, les gratte-ciels, les interminables lacets d'autoroutes : la nature jadis dévastée a repris ses droits. Paayme Paxayt, qui est le nom donné à la rivière Los Angeles par les Tongvas, le peuple amérindien qui habitait le bassin de Los Angeles avant l'arrivée des Européens, occupe d'ailleurs une place centrale dans *Tovaangar*.

Futur édénique

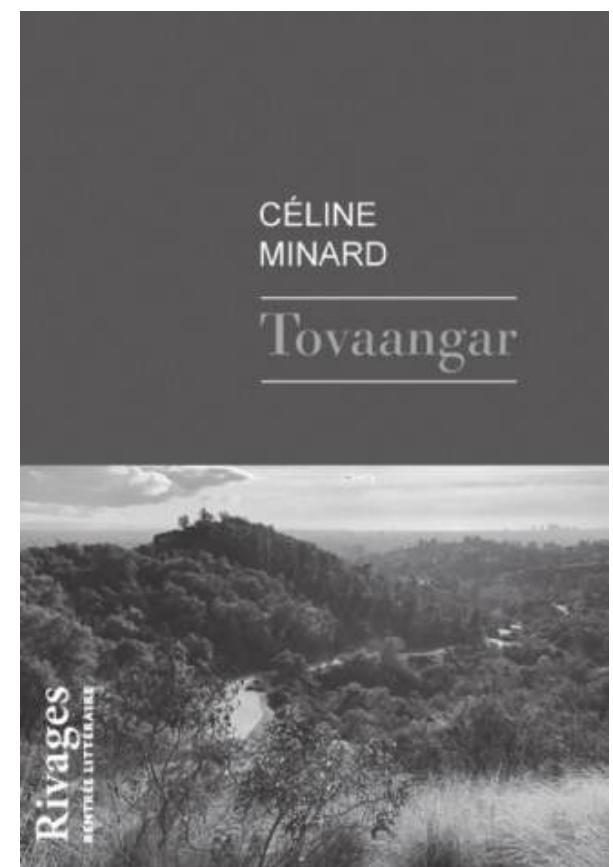
Ama est une Auboisière Expé. Sa nature la prédispose donc aux voyages d'exploration. D'où un roman aux allures de road-movie. C'est ainsi que notre héroïne et ses amis se lanceront dans une expédition à caractère initiatique qui les conduira aux confins de l'ancien monde. C'est-à-dire celui d'avant le Démantèlement, ou « période finale de la culture extractive », qui fut mené par les Activistes.

D'où, aussi, une histoire portée par l'aspect découvertes plus que par les rebondissements. Les rencontres, nombreuses, tiennent lieu de péripéties, et nous sont données comme autant d'occasions d'en apprendre davantage sur ce monde post-apocalyptique (l'apocalypse se situant, ici, peu ou prou à l'époque du démembrément).

Or si la littérature post-apocalyptique, qui compte parmi ses illustres représentants les Aldous Huxley, René Barjavel, George Orwell, Ira Levin et autres Margaret Atwood, nous a habitués aux plus sombres cauchemars, aux dystopies les plus noires, Céline Minard ose un tout autre pari. Et si plutôt, dans quelques ou plusieurs siècles, les lendemains chantaien ? Et si le capitalisme, l'exploitation des ressources, la performance, l'accumulation n'étaient pas les seules façons d'être sur Terre, n'étaient pas inscrits dans notre ADN ?

Il y a du souffle et de l'ampleur dans ce livre, de par l'univers inventé. Mais le parti pris résolument écolo, égalitariste, optimiste quant à l'avenir, qui parfois fleure bon le retour aux sociétés de chasseurs-cueilleurs, peut rebuter. Reste que c'est Noël et que Noël, c'est aussi fait pour rêver.

Céline Minard, *Tovaangar*, Paris, Rivages, 2025, 688 p.



TAP
TREMPLIN D'ACTUALISATION
DE POÉSIE

Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole publie à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

ouvrons les yeux comme l'arbre
nous avons des racines au ciel
la nuit
brindille
des forêts
laisse vibrer
ses galaxies
jusqu'aux larmes
fluidité des lettres de rêve
une fleur à l'envers flotte
unis par le cœur
ses pétales portent
chacun ses veinures
aux motifs de volutes
par combien d'univers
jumeaux sommes-nous
qui du vide
s'illumine
qui de nous
se souvient
personne
seulement
le cœur



Illustrations : Pierre Otis



On ne fouille pas dans son enfance
Comme dans un coffre
C'est un lit défait
Par le vent et les vagues
J'ai l'âge de la Terre
Et des premières fois
L'horloge prend mon pouls
Et moi le large
Ma maison est bâtie
En blocs bleus, rouges et blancs
Je garde les jaunes
Pour les fenêtres à venir
Quand je n'ai pas le mot
Je le contourne avec deux autres
Qui font la courte échelle
À travers les barreaux de mes doigts
Le soleil invente encore
L'évasion de la lumière
Le monde va et vient
Sans laisser de traces
J'attends la première neige
Entre serpents et échelles
L'univers est un dé
Lancé contre le temps



Cultiver la forêt

Pourquoi ne pas faire des arbres des alliés de première importance en agriculture ? Alain Olivier livre un plaidoyer stimulant sur les vertus de l'agroforesterie.

Pour relever les défis en agriculture, les arbres sont nos alliés. Ils contribuent à améliorer la santé des sols, à accroître la biodiversité et à lutter contre les changements climatiques, participant ainsi à une agriculture soutenable. Pourquoi ne font-ils pas l'objet d'une plus grande considération dans la révolution agroécologique en cours ?

Dans ce plaidoyer aussi avisé que stimulant, Alain Olivier démontre pourquoi les arbres devraient occuper une place de choix dans nos agroécosystèmes. Cultiver la forêt et la savane, planter des arbres dans nos jardins et nos champs, élever des animaux parmi les arbres...

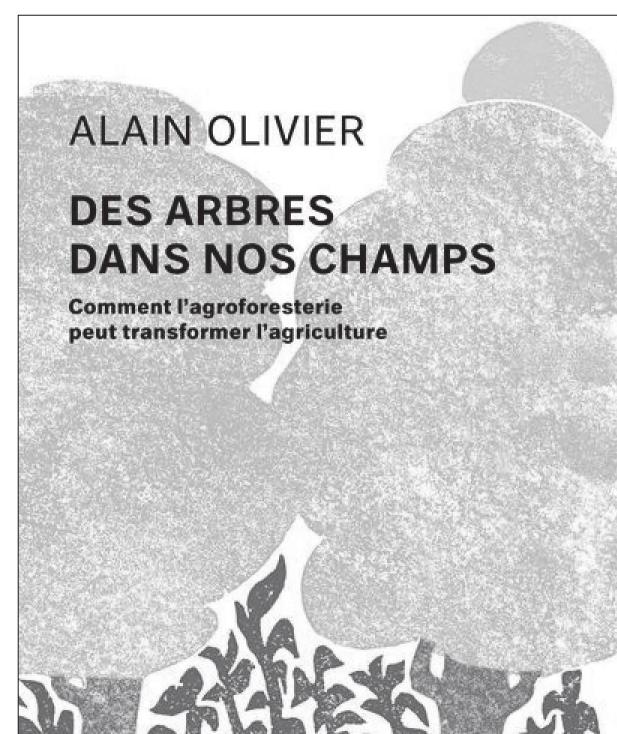
En épousant davantage le fonctionnement des écosystèmes naturels, l'agroforesterie permet non seulement de maintenir les équilibres biogéochimiques à la base de notre existence, mais aussi d'assurer la satisfaction des besoins élémentaires de milliards d'êtres humains. Ce mode d'exploitation agricole, qui mise sur l'association des arbres avec les cultures ou les élevages, a également des effets bénéfiques sur le plan social (sécurité alimentaire) et économique (vitalité régionale).

Cet ouvrage, qui s'appuie sur une importante littérature scientifique et les études auxquelles a pris part l'auteur, est complété par des portraits généreux d'agricultrices et d'agriculteurs qui ont croisé sa route au fil de ses voyages professionnels. Il est appelé à devenir une référence de premier plan sur le thème de l'agroforesterie.

ALAIN OLIVIER

DES ARBRES DANS NOS CHAMPS

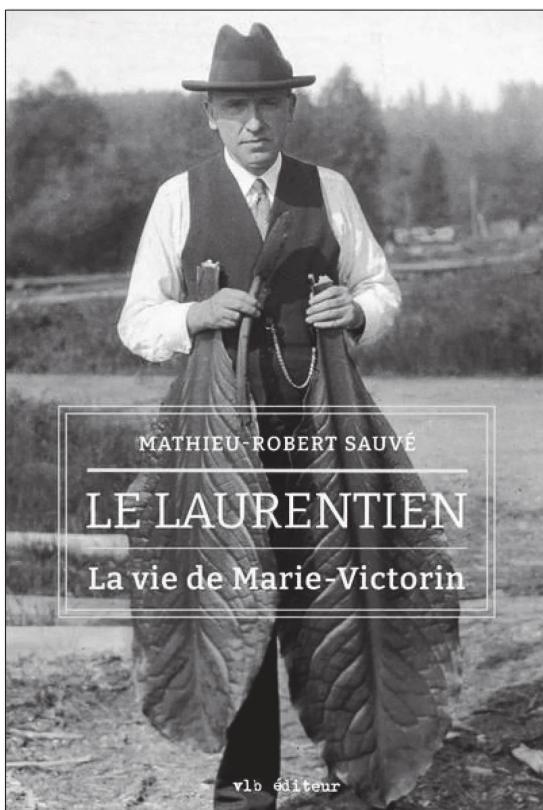
Comment l'agroforesterie peut transformer l'agriculture



*Des arbres dans nos champs :
comment l'agroforesterie peut
transformer l'agriculture*

Alain Olivier,

Écosociété, 2025, 336 pages



Le Laurentien : la vie de Marie-Victorin

Mathieu-Robert Sauvé,
VLB Éditeur, 2025, 528 pages



Les temps héroïques du Québec scientifique

LA VIE DE MARIE-VICTORIN, né Conrad Kirouac, commence à Kingsey Falls en 1885. Enfant de santé fragile, sa curiosité naturelle le mène vite vers les sciences du vivant. L'époque, mais aussi une foi authentique, lui font joindre les Frères des Écoles chrétiennes, congrégation vouée à l'enseignement primaire et secondaire.

Mais le chercheur autodidacte qu'il est jouit bientôt d'un prestige et d'une autonomie qui lui ouvrent les portes d'une Université de Montréal fraîchement émancipée, dont il fonde le laboratoire de botanique.

Intellectuel engagé tant pour l'éducation populaire que pour la recherche de pointe en français, homme

des grands projets, l'auteur de la Flore laurentienne et maître d'œuvre du Jardin botanique de Montréal était un être charismatique et complexe. La chance du biologiste - et la nôtre -, c'est que son sujet a laissé un véritable trésor d'écrits : journal de jeunesse, œuvres littéraires, correspondance personnelle et scientifique, notes d'herborisation, récits de voyage, billets, discours, lettres à la presse. On y découvre toutes les facettes d'un esprit libre, tour à tour espiègle et enfiévré, pénétrant et léger.

Mais aussi, et surtout, on traverse les temps héroïques du Québec scientifique aux côtés d'un de ses bâtisseurs.

Végane et féministe

Pourquoi les éleveurs traitent-ils leurs vaches de « bitch » ?

Pourquoi maquille-t-on les cochons dans les publicités de bacon ?

Pourquoi vend-on des barbecues pour la fête des pères ?

Et pourquoi Trump ne mange-t-il pas de tofu ?

On me demande souvent pourquoi je suis féministe, encore plus souvent pourquoi je suis végane. Et si la réponse était la même ?

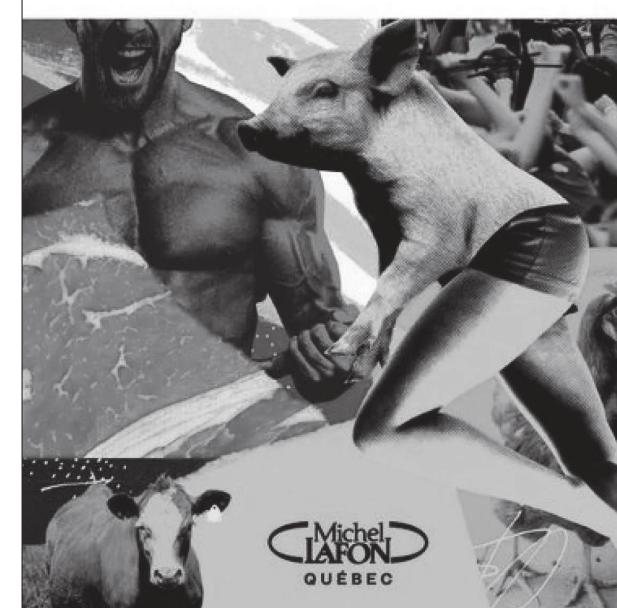
Pourquoi Trump ne mange pas de tofu ?

Suzanne Zaccour,
Michel Lafon, 2025, 188 pages



Suzanne Zaccour

Pourquoi Trump ne mange pas de tofu



Les aventures de Doc

Données donnants

Par Michaël Lachance

Enguirlandé par des malvenus un peu plus tôt, à table, au café avec un café, je reprends :

- Ça veut dire quoi Doc, pauvres cons ?
- Ça veut dire que tu n'as pas la force que le fric permet.
- Ça veut dire sans fric, tu es con ?
- Ça veut dire sans fric, t'as pas de pouvoir.

Doc a failli commander son rhum cubain habituel, ça le taquinait des babines à vue d'homme mais, il a opté pour un autre espresso.

- Tu es abstinente Doc ?
- Tu veux dire quoi ?
- Tu bois d'habitude ?
- Tu te trompes !

Un gars est entré et sorti du café, le ciel est passé couleur nuit et j'ai demandé un rhum pour moi.

- Nas drovia !
- Bah à ta santé aussi... j'en doute, mais bon.
- Doc a semblé banal, froid et inaccessible. Une distance que je n'ai pas bien comprise. J'ai lampé mon rhum comme Doc et j'ai poursuivi :
- Je ne t'ai pas connu sans rhum ici, toi ?
- Qui t'as dit que je buvais du rhum ?
- C'est écrit partout !
- Mon auteur a écrit ça ?
- Moi, je ne peux pas boire, je suis une fiction accouchée d'un esprit rebelle dans ton quartier.
- Donc, je discute avec qui ?
- Tu te parles tout seul mon ami.

J'étais pris dans un char entre deux mastodontes aux empattements aussi long qu'une guenille étirée par quatre bras de bout en long du boulevard Charest. D'ailleurs, le boulevard Charest, ça rend hommage auquel des Charest ? En tout cas, ici, les charrees n'étaient pas encore passées.

- Doc m'appelle :
- Zéphirin Charest, un curé qui a créé des couvents pour les enfants pauvres dans Saint-Roch au XIXe siècle.
 - Doc, es-tu une i.a.?
 - Mon auteur n'utilise pas l'i.a.
 - Alors, tu savais pour Zéraphin Charest sans consulter les i.a. ?
 - Zéphirin eh, oui.

Je me questionnais : est-ce le produit de sa mémoire, un souvenir ou une simple requête dans les Internet qui lui suggèrent des réponses aussi rapides ? Est-ce le fruit d'une mémoire incroyable ? Doc allait répondre aisément à ces questions :

- Je suis la mémoire.
- Il a répondu aisément sans discuter de notion de « mémoire ».
- C-à-d, doc ?
- Je suis un nuage qui cumule des données pour toi.
- Dans les Internet, donc ?
- Tu te poses la question à toi-même !

Ébranlé, j'ai trouvé Doc suspect. Je suis allé cogner dans sa porte laitée d'un immeuble de pauvres dans le quartier de Zéraphin et il est



apparu sapé comme un prince des temps jadis.

- Puis-je ? Me dit-il.
- C'est moi ?
- Un pauvre con.
- Tu es vulgaire ma foi.
- Chez toi, tout est vulgaire.
- Tu es pauvre et con.
- Quelle sentence !
- Et il poursuit alors que je parle avec l'i.a. dans mon téléphone de la situation politique en Somalie.
- Pour être éclairé et brillant parmi d'autres, ça prend des moyens.
- Quels moyens...
- Du fric.
- Donc, on est pauvre con sans fric ?
- Voilà !

Je ruminais tandis que l'i.a. me résumait le roman de Sarkozy pendant ses 19 secondes de détenions. Et pis, j'ai eu cette pensée :

Le confinement est mauvais pour tous. Un président en souffre une seconde et c'est un roman français. Pourtant, partout autour, je croise des gens confinés et bons.

Des esprits libres, des écrivains, des actrices en répétition, des danseurs du tonnerre, des chanteurs à plus soif, des architectes la tête occupée, des besogneux à la maison, des anarchistes, des communistes, des esprits libres, une horde de guerrier.e.s., révolutionnaires, debouts, dans une bruyante solitude qui demande un courage que l'argent ne peut pas acheter. Une force, venant des plus insoumis dans la rue jusqu'aux plus énervés dans un 2½.

On peut se draper des plus beaux oripeaux, lorsque le vent se lève, encore sur les plus beaux tapis rouges, le superfétatoire disparaît.

- Doc !
- Oui
- E=MC2 ?
- L'énergie est égale à la masse multipliée par la vitesse de la lumière au carré.
- Va chier.
- Je n'ai rien inventé
- C'est qui qui peut répondre à ça en 1 sec. ?
- Moi.
- Je suis la mémoire, un combat en cas d'une panne de courant...

**Vous aimez lire Droit de parole ?
Vous pouvez le trouver dans
les lieux suivants**

LIMOILOU

Alimentex

1185, 1^e avenue

Bal du Lézard

1049, 3^e avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8^e Avenue

Librairie Morency

657, 3^e avenue

SAINT-ROCH

CAPMO

435, rue du Roi

Le Dôme

421, boulevard Langelier

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Le Lieu

345 rue du Pont

PERCH-SHERPA

130, boulevard Charest

SAINT-SAUVEUR

Au bureau de
Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

Café Tintico

198 rue Hermine

VIEUX-QUÉBEC

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

ST-JEAN-BAPTISTE

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Centre communautaire Lucien-Borne

100 Chemin Ste-Foy

SAINT-SACREMENT

Librairie-café Le Mots de Tasse

365, Chemin Sainte-Foy

MONTCALM

Centre des loisirs Montcalm

265, boulevard René-Lévesque

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

STE-FOY

Université Laval

Pavillons Casault
et Bonnenfant

Comité logement d'aide aux locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Librairie Vaugeois

1300, avenue Maguire

Cégep Garneau

1660, boulevard de l'entente

LISEZ-NOUS EN LIGNE

droitdeparole.org

&

Suivez-nous sur Bluesky